
Communiqué de presse - Mardi 20 novembre 2007

Pour la première fois, grâce à un sondage CSA¹ réalisé pour le Crédit Coopératif et Deloitte et In Extenso, les Français donnent leur opinion sur le financement des associations.

8 Français sur 10 considèrent que les associations manquent de financement...

et 2 Français sur 3 pensent qu'elles ont un poids important dans l'économie nationale !

Cette année, le sondage « *Les Français et le financement des associations* », mené par CSA pour le Crédit Coopératif et Deloitte et In Extenso, **innove sur 2 points** :

- en interrogeant, pour la première fois, les Français sur le niveau et la nature des financements des associations
- et en termes de méthode, en apportant, dans le libellé même des questions, des données d'ensemble sur le secteur associatif.

Ainsi, l'écueil de résultats fondés sur une méconnaissance du monde associatif est évité.

Les conclusions sont sans appel : **84% des Français estiment que les financements des associations sont insuffisants**, et ils sont 2 sur 3 à considérer que le poids des associations dans l'économie est important (82% souhaitent d'ailleurs qu'il se maintienne ou se renforce dans les années à venir)².

Les associations manquent de financements

84% des Français considèrent que les financements des associations sont insuffisants pour mener à bien leurs missions. Ce chiffre passe à 87% lorsqu'on les interroge sur les ressources des associations d'action sociale et de santé.

Deux sources de financement apparaissent encore insuffisantes aux yeux des Français : la participation des entreprises (56%) et les subventions publiques (40%). Cependant, 45% des Français estiment que les subventions publiques sont à un bon niveau. « *Il ne s'agit pas d'opposer les financements publics et privés* », précise **Hugues Sibille, directeur général délégué du Crédit Coopératif**. « *Les associations, parce qu'elles remplissent des missions d'intérêt général, ont besoin d'argent public. Les deux mots clés sont : sécurité des financements et diversification vers d'autres sources de financement* ».

¹ Sondage réalisé en novembre 2007 auprès d'un échantillon représentatif de 1000 français âgés de 18 ans et plus

² Le secteur associatif représente 5% du volume de l'emploi dans le pays, et son budget près de 3,5% du PIB

Les associations sont reconnues par les français et leurs spécificités sont bien perçues

Malgré les aléas, les Français font massivement **confiance aux associations** (71%). Ils sont nombreux (85%) à souhaiter qu'elles réalisent des progrès pour améliorer leur fonctionnement : qualité des informations communiquées, gestion des ressources, instances statutaires... Comme le souligne **Jean-Pierre Vercamer, associé Deloitte, en charge de l'audit des associations**, « *C'est le résultat d'une confiance qui se mérite et a été obtenue sur le long terme : respect du donateur, contrôle du financeur public, partage d'une information renforcée tant sur le plan financier que sur la qualité des prestations rendues* ».

La **spécificité des associations** est reconnue : près d'un interviewé sur deux (47%) estime que les **services rendus par les associations sont moins chers** que ceux d'une entreprise privée :

- car elles « *ne font pas de profit* » (pour 53% des interviewés)
- car elles « *bénéficient du travail des bénévoles* » (58% des interviewés).

Ils ne sont que 6% à l'expliquer par une moins bonne qualité des services proposés.

La reconnaissance des spécificités des associations se traduit aussi dans l'opinion des Français sur **les dérogations dont elles pourraient bénéficier en matière de droit fiscal ou social** : plus des $\frac{3}{4}$ d'entre eux souhaitent que les associations « *bénéficient de dispositions fiscales particulières* » (78%) et « *paient moins de charges sociales que les entreprises* » (76%). Ils estiment néanmoins que ces dérogations ne doivent pas avoir un caractère systématique mais être appréciées en fonction de critères.

Au-delà du financement des associations, ce sondage apporte également des données très intéressantes et nouvelles concernant l'opinion des Français en matière d'emploi salarié dans les associations, de bénévolat ainsi que sur l'économie solidaire. Le sondage révèle ainsi un **important potentiel de bénévolat** car nombreux sont les Français prêts à s'engager et ils sont particulièrement peu nombreux à mettre le travail bénévole en concurrence avec le travail salarié.

Hugues Sibille et Jean-Pierre Vercamer s'accordent pour dire que « *l'opinion des Français, au travers de ce sondage, est nuancée, ce qui témoigne d'une certaine maturité du public à l'égard des associations* ».

Un sondage au cœur de l'actualité associative

Ce sondage fera écho au 2nd **Forum National des Associations & Fondations**, qui se tiendra le vendredi 30 novembre prochain au Palais des Congrès de Paris, avec comme thématique générale : « *Ressources humaines et financières, la nouvelle donne* ».

Véritable lieu de formation, d'information et d'échanges, ce forum réunira plus de 2000 responsables et dirigeants du secteur associatif, ainsi que l'ensemble des professionnels qui les accompagnent (experts, banquiers, collectivités locales, établissements publics...).

Ce sondage pourra également offrir des éléments d'appréciation supplémentaires dans les forums, rencontres et débats qui se tiendront lors de la **Journée Mondiale du Bénévolat**, le 5 décembre prochain.

Contact Presse

Alternacom – Guillaume Guitton – 01 55 87 55 34 / 06 72 74 94 66

guillaume.guitton@alterna-com.com – www.alterna-com.com

www.credit-cooperatif.fr – www.deloitte.fr – www.inextenso.fr